



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche
Décision 20220523-DEC-DAEN0407
20220524-DEC-DACA0414**

Arrêté préfectoral du 31 MAI 2022
portant changement d'exploitant d'une carrière de sables et graviers au profit
de la SAS OBOUSSIER TP Lieu-dit « Les Vesonières »
sur la commune d'UPIE

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles R.516-1 et R.181-47 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrête ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05-3554 du 2 août 2005 autorisant l'EURL Benjamin TERRASSE à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'UPIE au lieu-dit « Les Vesonières » sur une superficie exploitable de 2ha 17a 31ca et pour une durée de 20 ans ;

VU la demande présentée le 20 mai 2022 par laquelle la SAS OBOUSSIER TP sollicite l'autorisation de se substituer à l'EURL Benjamin TERRASSE pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 mai 2022 ;

VU le projet d'arrêté transmis le 25 mai 2022 au pétitionnaire et sa réponse favorable le 25 mai 2022 ;

CONSIDÉRANT que la SAS OBOUSSIER TP possède les capacités techniques et financières et la maîtrise foncière pour l'exploitation et la remise en état de la carrière susvisée ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 : Changement d'exploitant

La SAS OBOUSSIER TP, dont le siège social est situé 215 Chemin des Chaumette, Les Blancs 26320 SAINT-MARCEL-LES-VALENCE, est autorisée à se substituer à l'EURL Benjamin TERRASSE pour l'exploitation d'une carrière de sables et graviers située sur la commune d'UPIE au lieu-dit « Les Vesonières » dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral n° 05-3554 du 2 août 2005.

Article 2 : Délais et recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de UPIE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire d'Upie fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'Upie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS OBOUSSIER TP.

Fait à Valence, le **31 MAI 2022**

La préfète,



Pour la Préfète, et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARC'H

